

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	700 fr.	375 fr.
Etranger	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
Par porteur ou par la poste : 35 fr.
Togo, France et Colonies : 35 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	30 f
Minimum	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1952

- 15 janvier — Arrêté interministériel fixant la composition du Jury scientifique prévu au décret n° 51-943 du 19 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 243-52/Cab. du 13 mars 1952). 363
- 25 février — Décret n° 52-262 prorogeant les dispositions des décrets des 28 septembre 1948 et 11 avril 1949 relatifs au déclassement à bord des paquebots des fonctionnaires, employés et agents civils des services généraux ou locaux relevant du ministère de la France d'outre-mer, du ministère des relations avec les Etats associés et du ministère de l'intérieur. (Arrêté de promulgation n° 250-52/Cab. du 14 mars 1952). 337
- 25 février — Décret n° 52-263 portant attribution d'une indemnité de costume d'audience aux magistrats de l'ordre judiciaire et aux greffiers en chef des juridictions des territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 249-52/Cab. du 14 mars 1952). 337
- 25 février — Décret n° 52-264 instituant des indemnités de fonction en faveur du personnel du cadre général des ingénieurs des travaux météorologiques de la France d'outre-

mer. (Arrêté de promulgation n° 248-52/Cab. du 14 mars 1952). 338

- 3 mars — Décret n° 52-265 portant modification aux dispositions des décrets n° 48.1565 du 28 septembre 1948 et n° 50-1137 du 19 septembre 1950 instituant un tour de service outre-mer pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère. (Arrêté de promulgation n° 247-52/Cab. du 14 mars 1952). 339

- 5 mars — Décret accordant des permis de recherches minières au Togo en zone réservée. (Arrêté de promulgation n° 254-52/Cab. du 15 mars 1952). 340

- 5 mars — Décret n° 52-288 relatif à la franchise militaire. (Arrêté de promulgation n° 255-52/Cab. du 15 mars 1952). 341

- 5 mars — Arrêté ministériel portant application du décret n° 52-288 du 5 mars 1952 relatif à la franchise militaire. (Arrêté de promulgation n° 255-52/Cab. du 15 mars 1952). 342

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1952

- 14 mars — N° 251-52/AP. — Arrêté relatif à la propagande électorale. 343
- 14 mars — N° 252-52/AE. — Arrêté approuvant les rôles primitifs des cotisations 1952 de la Société Indigène de Prévoyance de Klouto. 343
- 17 mars — N° 256-52/AP. — Arrêté soumettant à la procédure de publication d'urgence l'arrêté n° 202-52/AP. du 26 février 1952 relatif à la désignation des notables appelés à former le collège des assesseurs près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1952. 343

18 mars	— No 257-52/F. — Arrêté rapportant l'arrêté no 88-52/SG. du 26 janvier 1952 ouvrant des crédits provisoires pour le compte du Budget de l'Etat — Exercice 1952.	344
19 mars	— No 262-52/F. — Arrêté portant désignation d'un liquidateur des dépenses.	344
21 mars	— No 265-52/Agro. — Arrêté approuvant le plan de campagne agricole pour 1952 et lui donnant force exécutoire.	344
25 mars	— No 268-52/AE. — Arrêté déterminant le marquage des cotons originaires des noyaux de multiplication CFDT.	344
26 mars	— No 271-52/AP. — Arrêté mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de Haute-Volta, du Niger et du Dahomey.	345
Tableau de répartition des classes soumises aux obligations militaires.		345
Personnel.		345
Divers.		353

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (<i>Magistrature outre-mer</i>)	358
Domaines.	358

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Office de la recherche scientifique outre-mer

ARRETE No 243-52/Cab. du 13 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret no 51-943 du 19 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer, promulgué au Togo le 26 juillet 1951;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté interministériel du 15 janvier 1952 fixant la composition du Jury scientifique prévu au décret no 51-943 du 19 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mars 1952.

Y. Digo.

ARRETE interministériel du 15 janvier 1952.

LE SECRETAIRE D'ETAT A LA FRANCE D'OUTRE-MER ET
LE SECRETAIRE D'ETAT A LA PRESIDENCE DU CONSEIL.

Vu la loi no 550 du 11 octobre 1943 portant création de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer, ensemble le décret du 14 octobre 1943 portant règlement de cet Office;

Vu le décret no 51-943 du 19 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique d'outre-mer;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1952 fixant la liste des personnalités pouvant être désignées pour faire partie du jury scientifique prévu au décret no 51-943 du 19 juillet 1951,

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Le jury scientifique prévu au décret no 51-943 du 19 juillet 1951, portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer, est réuni à la diligence du Directeur de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer.

Il est composé de trois personnes au moins choisies par le Directeur de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer, sur la liste fixée par arrêté du 10 janvier 1952.

ART. 2. — Le Directeur de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 15 janvier 1952.

Le Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer.

Louis-Paul AUJOLAT.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil
et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Maurice AICARDI.

Déclassement à bord des paquebots**ARRETE** N° 250-52/Cab. du 14 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 52-262 du 25 février 1952 prorogeant les dispositions des décrets des 28 septembre 1948 et 11 avril 1949 relatifs au déclassement à bord des paquebots des fonctionnaires, employés et agents civils des services généraux ou locaux relevant du ministère de la France d'outre-mer, du ministère des relations avec les Etats associés et du ministère de l'intérieur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1952.

Y. DIGO.

DECRET N° 52-262 du 25 février 1952.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, du ministre de l'intérieur, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 50-690 du 2 juin 1950 modifiant le classement du personnel civil des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer au point de vue des passages et déplacements;

Vu le décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948 autorisant dans certaines conditions et jusqu'au 31 décembre 1948 le déclassement à bord des paquebots des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux;

Vu le décret du 11 avril 1949 prorogeant et complétant les dispositions du décret du 28 septembre 1948;

Vu le décret n° 49-1302 du 26 septembre 1949 prorogeant les dispositions des décrets des 28 septembre 1948 et 11 avril 1949;

Vu le décret n° 50-1025 du 18 août 1950 prorogeant à nouveau les dispositions des décrets des 28 septembre 1948

et 11 avril 1949 et en étendant le bénéfice aux fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret n° 48-1514 du 28 septembre 1948, complétées par celles des décrets des 11 avril 1949 et 18 août 1950 susvisés, sont prorogées pour une nouvelle période de douze mois à partir du 1^{er} janvier 1951.

ART. 2. — Les présentes dispositions sont applicables aux personnels militaires et assimilés servant dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer ou l'Indochine.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre des finances, le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le ministre de l'intérieur, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 février 1952.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil, ministre d'Etat,
chargé des relations avec les Etats associés par intérim,
Henri QUEUILLE.

Le ministre de l'intérieur,
Charles BRUNE.

Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,
Georges BIDAULT.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,
Bernard LAFAY.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,
André COLIN.

Indemnités**ARRETE** N° 249-52/Cab. du 14 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO ;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 52-263 du 25 février 1952 portant attribution d'une indemnité de costume d'audience aux magistrats de l'ordre judiciaire et aux greffiers en chef des juridictions des territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1952.

Y. DIOO.

DECRET N° 52-263 du 25 février 1952.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi du 21 mars 1949 portant prise en charge par l'Etat de certains personnels servant outre-mer;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut de la fonction publique et le décret du 27 octobre 1950 fixant les modalités de son application à certains personnels servant normalement dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 30 juin 1950 concernant le régime de rémunération du personnel servant outre-mer et les décrets du 5 mai 1951 pris pour son application;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer, en particulier, en ses articles 67, 81 et 111;

Vu l'arrêté du 2 nivôse an XI qui règle le costume des membres des tribunaux, des gens de loi et des avoués;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une indemnité de première mise de costume d'audience peut être allouée aux magistrats des cours et tribunaux des territoires d'outre-mer et aux juges de paix des juridictions des territoires lors de leur première nomination à des fonctions nécessitant le port de costume d'audience prévu par l'arrêté du 2 nivôse an XI et les articles 81 et 111 du décret du 22 août 1928.

ART. 2. — Les greffiers en chef des juridictions françaises ou mixtes des territoires d'outre-mer, y compris les greffiers des justices de paix à compé-

tence ordinaire des mêmes juridictions, que leur service oblige à porter le costume d'audience, bénéficient de cette indemnité dans les mêmes conditions que les magistrats.

ART. 3. — Le taux de l'indemnité de costume d'audience ne peut excéder 20.000 francs métropolitains. Cette indemnité est accordée au vu des pièces justificatives constatant l'achat dudit costume. La dépense résultant du paiement de cette indemnité sera imputée au budget qui supporte le traitement.

ART. 4. — Le bénéfice des indemnités visées aux articles 1^{er} et 2 est étendu aux magistrats et greffiers en chef français des juridictions des Etats associés, au même taux et suivant les mêmes conditions, que celles applicables aux personnels similaires en service dans les territoires d'outre-mer.

ART. 5. — Le ministre des finances, le ministre de la France d'outre-mer, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer et aura effet à compter du 1^{er} janvier 1951.

Fait à Paris, le 25 février 1952.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil, ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés par intérim,

HENRI QUEUILLE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

LÉON MARTINAUD-DEPLAT.

Le ministre du budget,

Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Bernard LAFAY.

ARRETE N° 248-52/Cab. du 14 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 52-264 du 25 février 1952 instituant des indemnités de fonction en faveur du personnel du cadre général des ingénieurs des travaux météorologiques de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1952.

Y. DIGO.

DECRET N° 52-264 du 25 février 1952.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés du ministre du budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 46-2056 du 24 septembre 1946 fixant le statut du cadre colonial des ingénieurs des travaux météorologiques;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu les décrets n°s 49-528 et 49-529 du 15 avril 1949 relatifs aux soldes des fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 49-1257 du 27 août 1949 rendant applicables à la Côte française des Somalis des décrets du 15 avril 1949 susvisés;

Vu le décret n° 49-1623 du 28 décembre 1949 étendant aux fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer en service en Indochine le bénéfice des dispositions relatives à la réalisation des deux premières tranches de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 50-296 du 10 mars 1950 étendant à Saint-Pierre et Miquelon les dispositions des décrets du 15 avril 1949 susvisés;

Vu le décret n° 50-296 du 10 mars 1950 étendant aux territoires de la zone du franc C.F.P. et dans l'Inde française les dispositions des décrets du 15 avril 1949 susvisés;

Vu l'arrêté du 3 mai 1949 portant fixation des nouveaux traitements des fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté du 8 juin 1950 portant fixation des traitements applicables à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1950 aux fonctionnaires des cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, en faveur des personnels du service dans le cadre général des ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux météorologiques de la France d'outre-mer, affectés à un poste situé dans l'un

des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ou en Indochine, une indemnité de fonctions non soumise à retenue pour pension, dont le taux annuel est fixé à 54.000 F métropolitains.

ART. 2. — Cette indemnité est due aux fonctionnaires visés à l'article 1^{er} ci-dessus se trouvant dans une position ouvrant droit à la solde.

ART. 3. — L'indemnité de fonction est liquidée :

1^o Dans la métropole, suivant le taux indiqué à l'article 1^{er} ci-dessus;

2^o Outre-mer, ce taux, libellé en francs métropolitains, est payé en monnaie locale selon les règles de conversion et de correction applicables aux traitements de base.

ART. 4. — Le ministre des finances, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1951 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 février 1952.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Louis JACQUINOT.

Le vice-président du conseil, ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés,

Henri QUEUILLE.

Le ministre du budget,

Pierre COURANT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Bernard LAFAY.

Tour de service Outre-Mer

ARRETE N° 247-52/Cab. du 14 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 52-265 du 3 mars 1952 portant modification aux dispositions des décrets n° 48-1565 du 28 septembre 1948 et n° 50-1137 du 19 septembre 1950 instituant un tour de service outre-mer pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1952.

Y. Digo.

DECRET N° 52-265 du 3 mars 1952.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 48-1565 du 28 septembre 1948 instituant un tour de service outre-mer pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer, ensemble le décret n° 50-1137 du 19 septembre 1950 et les textes qui l'ont complété,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste prévue à l'article 2 du décret n° 50-1137 du 19 septembre 1950 est complétée comme suit :

Directions et services

Cabinet.

Emplois.

Chef de la section chancellerie.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 3 mars 1952.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Louis JACQUINOT.

Recherches minières

ARRETE N° 254-52/Cab. du 15 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 5 mars 1952 accordant des permis de recherches minières au Togo en zone réservée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1952.

Y. Digo.

DECRET du 5 mars 1952.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 26 octobre 1927 portant réglementation minière au Togo et notamment les articles 98 et 99 ainsi que les actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du Commissaire de la République française au Togo du 29 septembre 1942 classant en zone réservée sur toute l'étendue du territoire les substances minérales de 1^{re} et 3^e catégorie;

Vu la demande déposée le 17 janvier 1951 par M. Gravillou sollicitant l'octroi en zone réservée d'un permis composé de quatre carrés de 5 km, de côté chacun valable pour la chromite et le chrysotile;

Vu l'avis de l'Assemblée représentative locale;

Vu l'avis du comité des mines de la France d'outre-mer;

Vu l'avis du Commissaire de la République au Togo,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé à M. Gravillou (Albert), un permis de recherches minières en zone réservée au Togo valable à titre exclusif pour le chrome et le chrysotile.

ART. 2. — Le permis ainsi accordé se compose de quatre carrés de cinq kilomètres de côté chacun, orientés Nord-Sud et Est-Ouest et définis comme suit :

1^{er} carré. — Un point repère indique le centre du périmètre et se trouve placé au point culminant des trois hauteurs qui forment la colline Ahito (côté 480 mètres);

2^e carré. — Un point repère indique le centre du périmètre et se trouve placé à 3 km du sommet de la colline Ahito. Du point repère, on relève ce sommet dans l'azimut 360°;

3^e carré. — Un point repère indique le centre du périmètre et se trouve placé à 2.121 mètres du sommet culminant de la colline Ahito. Du point repère, on relève ce sommet dans l'azimut 135°;

4^e carré. — Un point repère indique le centre du périmètre et se trouve placé à 1.500 mètres du carrefour de l'ancienne route Glei-Djetti et de la piste de

Ahito. Il coïncide avec l'emplacement d'une ancienne borne allemande sur laquelle on relève l'inscription n° 2 Gouv. Togo, 11 juillet 1909.

La superficie totale du permis ci-dessus défini est réputée égale à 77,750 kilomètres carrés.

ART. 3. — Le permis est soumis aux règles ordinaires des permis de recherches prévues par la réglementation minière du territoire notamment en ce qui concerne sa durée de validité, son renouvellement et son droit à l'obtention de concessions.

ART. 4. — Par dérogation à la réglementation minière du territoire, à tout moment de la période de validité d'une concession dérivée du permis, le commissaire de la République peut mettre le concessionnaire en demeure d'entreprendre, de reprendre ou d'intensifier dans un délai de six mois, ses travaux d'exploitation, étant entendu que sera prise en considération l'activité du concessionnaire sur l'ensemble des concessions situées dans un rayon de 50 km autour de la concession considérée.

ART. 5. — Pendant la période de validité du permis, le permissionnaire s'engage à employer chaque année et sur chacun des carrés composant le permis mille journées d'ouvriers en moyenne. Chaque cheval-vapeur employé sous forme de puissance utilisée pouvant être compté pour 400 journées. Toutefois, le décompte des journées d'ouvriers sera compté pour 1.200 au delà de 3 chevaux-vapeur de puissance utilisée.

L'obligation d'emploi de main-d'œuvre telle qu'elle est définie ci-dessus, ne pourra devenir effective qu'à partir du jour où :

a) Le groupe de trois carrés situés au mont Ahito sera relié au rail par une piste automobilable en toutes saisons, l'établissement de cette piste étant à la charge du territoire et son entretien à la charge du permissionnaire;

b) Le permissionnaire aura reçu au territoire le matériel lourd qu'il se propose d'utiliser.

ART. 6. — L'origine de validité du permis est la date de promulgation au Togo du présent décret.

ART. 7. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* du Togo.

Fait à Paris, le 5 mars 1952.

Edgar FAURE,

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Franchise militaire

ARRETE N° 255-52/Cab. du 15 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 46.335 du 25 février 1946 relatif à la franchise militaire, publié au J.O.T. du 16 juin 1946 page 508;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — le décret n° 52-288 du 5 mars 1952 relatif à la franchise militaire;

2^o — l'arrêté ministériel du 5 mars 1952 portant application du décret n° 52-288 du 5 mars 1952 relatif à la franchise militaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1952.

Y. Digo.

DECRET N° 52-288 du 5 mars 1952.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances :

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, du ministre du budget, du ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des postes, télégraphes et téléphones.

Vu l'article 102 de la loi du 31 décembre 1945 portant fixation du budget général pour l'exercice 1946;

Vu le décret n° 46.335 du 25 février 1946 relatif à la franchise militaire;

Vu l'article 2 de la loi n° 51-633 du 24 mai 1951,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les franchises postales dont bénéficient les militaires et marins de tous grades des armées de terre, de l'air et de mer en campagne sont indiquées ci-après :

1^o Franchise pour les lettres simples de caractère familial, expédiées ou reçues par ces militaires et marins;

2^o Franchise pour deux paquets de 3 kg par mois à l'adresse de ces militaires et marins.

En dehors du cas visé ci-dessus, les paquets expédiés à ces militaires et marins bénéficient du tarif spécial prévu pour les envois à l'adresse des troupes en campagne.

ART. 2. — Les mandats-poste dont le montant ne dépasse pas 500 F adressés aux militaires et marins désignés à l'article précédent ou expédiés par ces derniers sont exempts du droit de commission.

ART. 3. — Les franchises postales dont bénéficient les militaires et marins à solde spéciale pendant la durée légale de leur service ou rappelés, en service dans la métropole, territoires occupés, Afrique française du Nord, départements et territoires d'outre-mer, sont indiquées ci-après :

1^o Franchise pour l'expédition de huit lettres simples de caractère familial par mois;

2^o Franchise pour un paquet de 3 kg par mois adressé à ces militaires et marins.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 5. — Un arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones fixera la date et les modalités d'application du présent décret.

ART. 6. — Le vice-président du conseil, ministre de la défense nationale, le ministre des finances, le ministre du budget, le ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des postes, télégraphes et téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mars 1952.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances :

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Roger DUCHET.

*Le vice-président du conseil,
ministre de la défense nationale,*
Georges BIDAULT.

Le ministre du budget,
Pierre COURANT.

*Le ministre d'Etat, chargé des relations
avec les Etats associés,*
Jean LETOURNEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Louis JACQUINOT.

**APPLICATION du décret n° 52-288 du 5 mars 1952
relatif à la franchise militaire.**

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,

Sur le rapport du secrétaire général,

Vu le décret n° 52-288 du 5 mars 1952 relatif à la franchise militaire,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date d'application des dispositions du décret n° 52-288 du 5 mars 1952 est fixée au 1^{er} janvier 1952.

ART. 2. — Les plis adressés aux militaires et marins bénéficiant des dispositions de l'article 1^{er} du

décret précité (troupes en campagne) doivent porter dans l'adresse, le nom et le grade de l'intéressé, suivis, en ce qui concerne les marins, de la mention « Poste navale française » et en ce qui concerne les militaires des armées de terre et de l'air, de l'indication du secteur postal militaire complétée par la mention « T. O. E. ».

Les mandats et paquets adressés à ces militaires doivent pour bénéficier de l'exemption de droit, de la franchise ou de la réduction de tarif, être revêtus des mêmes indications.

Les plis émanant de ces militaires doivent porter comme indication d'origine le nom et le grade de l'intéressé et être revêtus de la mention « franchise militaire » ainsi que de l'empreinte du cachet du bureau postal militaire ou de celui de « la poste navale française ».

ART. 3. — La franchise prévue pour les lettres simples expédiées par les militaires visés à l'article 3 du décret n° 52-288 du 5 mars 1952 est constatée par l'apposition sur chaque lettre d'un timbre-poste spécial « F. M. ».

Il est interdit d'utiliser plusieurs timbres-poste spéciaux pour l'affranchissement d'une même lettre, mais il est possible de réaliser l'affranchissement des envois excédant 20 grammes au moyen d'un timbre-poste spécial complété par des figurines ordinaires.

ART. 4. — La franchise ne s'applique qu'aux lettres simples, c'est-à-dire non recommandées dont le poids n'excède pas 20 grammes.

Les lettres pour lesquelles l'expéditeur demande la formalité de la recommandation perdent le bénéfice de la franchise et doivent être intégralement affranchies.

ART. 5. — La franchise prévue par les articles 1^{er} et 3 du décret n° 52-288 du 5 mars 1952 pour l'envoi des colis aux militaires et marins s'exerce dans les conditions suivantes :

Chaque paquet à expédier doit être déposé au guichet d'un bureau de poste accompagné d'un bon délivré par l'unité à laquelle appartient le bénéficiaire, indiquant le nom et le grade de celui-ci : l'expéditeur inscrit son nom et son adresse sur le bon ainsi que sur le paquet qui doit être, en outre, revêtu de l'étiquette « franchise postale » (loi du 24 mai 1951) détachée du bon correspondant. Les facteurs ruraux sont autorisés à servir d'intermédiaire pour le dépôt de ces paquets dans la mesure où leur service le permet.

ART. 6. — Les bons prévus à l'article précédent, délivrés par l'autorité militaire, sont valables pendant trois mois à compter de la date de leur délivrance.

ART. 7. — Les envois de « paquets en franchise » destinés à une collectivité (escouade, compagnie, régiment, etc.) ou portant une adresse impersonnelle ne sont pas admis.

ART. 8. — Les paquets postaux en franchise ne peuvent être admis au bénéfice de la recommandation ou de l'acheminement par la voie aérienne. Ils sont acheminés et distribués dans les mêmes conditions que les objets ordinaires.

La perte ou la détérioration de ces paquets n'engage pas la responsabilité du service postal.

Les paquets pour lesquels l'expéditeur demande la formalité de la recommandation ou de l'acheminement par la voie aérienne doivent être intégralement affranchis.

ART. 9. — Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mars 1952.

Roger DUCHET.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Propagande électorale

ARRETE No 251-52/A.P. du 14 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 6 février 1952 relative à la formation des Assemblées locales;

Vu le décret du 20 février 1952 fixant la date des élections aux assemblées locales;

Vu l'arrêté no 200-52/AP du 25 février 1952 portant convocation des collèges électoraux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera remboursé aux candidats ou listes de candidats ayant effectué le versement du cautionnement prévu par article 14 de la loi du 6 février 1952 les dépenses correspondant aux opérations suivantes :

1^o) Coût du papier et impression des bulletins de vote dans la limite de trois fois le nombre des électeurs inscrits dans la circonscription.

2^o) Coût du papier et impression d'une affiche dans la limite maxima de 50 exemplaires par circonscription, ces affiches étant de format colombier au maximum (0,63 x 0,90).

3^o) Coût du papier et impression des circulaires, coût des enveloppes et frais d'envoi de ces circulaires dans la limite d'une circulaire par électeur.

4^o) Frais d'affichage.

ART. 2. — Ces dépenses seront remboursées sur justification en tenant compte des prix locaux, sauf arbitrage par le Commissaire de la République.

ART. 3. — Les candidats ou listes de candidats ont la faculté soit de faire procéder eux-mêmes à l'impression de leurs bulletins, soit d'en confier le soin à l'Administration.

Les candidats ou listes de candidats feront procéder eux-mêmes à l'impression de leurs circulaires et affiches.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 14 mars 1952.

Y. Digo.

S. I. P.

No 252-52/AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

14 mars 1952. — Sont approuvés les rôles primitifs des cotisations pour l'année 1952 de la Société Indigène de Prévoyance de Klouto :

Commune Mixte de Palimé. — Pour un montant de Trente Deux Mille Sept Cent Cinquante Francs (32.750 frs).

Canton de l'Agotimé. — Pour un montant de Quarante Deux Mille Huit Cent Cinquante Francs (42.850 frs).

Autres Cantons. — Pour un montant de Quatre Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille Trois Cent Cinquante Francs (499.350 frs).

Justice

ARRETE No 256-52/A.P. du 17 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté no 202-52/AP du 26 février 1952 relatif à la désignation des notables appelés à former le collège des assesseurs près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1952;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté local No 202-52/AP du 26 février 1952 relatif à la désignation des notables appelés à former le collège des assesseurs près la Cour d'Assises du Togo pour

l'année 1952 sera immédiatement rendu applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux du Cercle d'Anécho, ainsi que dans les bureaux des P.T.T. de Lomé.

Lomé, le 17 mars 1952.

Y. Digo.

Budget de l'Etat

ARRETE No 257-52/F. du 18 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies et ses modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté no 88-52/SG. du 26 janvier 1952, ouvrant des crédits provisoires pour le compte du Budget de l'Etat — Exercice 1952;

Vu l'ordonnance de délégation no 154 du 27 février 1952 de 1.400.000 francs métré;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté No 88-52/SG. du 26 janvier 1952, ouvrant un crédit provisoire de 150.000 francs CFA pour le compte du Budget de l'Etat — Exercice 1952.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 mars 1952.

Y. Digo.

Liquidation de certaines dépenses

ARRETE No 262-52/F. du 19 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment en ses articles 100 et suivants, et tous actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu les nécessités du Service,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Directeur des Travaux Publics et des Transports est nommé liquidateur des

dépenses des services dont il a la direction et se rattachant au Budget Local, au Budget annexe des Chemins de Fer du Togo, ainsi qu'aux Budgets de l'Etat et du Plan, pour la partie qui s'exécute au Togo.

ART. 2. — Le Chef du Service des Finances et le Directeur des Travaux Publics et des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mars 1952.

Y. Digo.

Plan de campagne agricole

No 265-52/Agro. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

21 mars 1952. — Est approuvé le Plan de Campagne Agricole pour 1952 dont les dispositions reçoivent force exécutoire;

Coton

ARRETE No 268-52/AE. du 25 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant dans les Territoires d'Outre-mer :

1^o — la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces Territoires;

2^o — la réglementation des prix;

Vu le décret no 46.929 du 4 mai 1946 déterminant les pouvoirs particuliers et temporaires des Hauts-Commissaires de la République dans les Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine;

Vu ensemble le décret no 45-2433 du 17 octobre 1945, l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945, le décret no 46-1105 du 16 mai 1946 et le décret no 49-173 du 2 février 1949 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des Produits aux Colonies;

Vu le décret no 47-169 du 16 janvier 1947 concernant le conditionnement du coton;

Vu l'arrêté 667-51/Agro/AE. du 19 septembre 1951 réglementant la commercialisation de la traite du coton — Campagne 1951-1952;

Après consultation, de la Chambre de Commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les balles de coton égrené provenant de coton-graine produit au cours de la campagne 1951-1952 dans les centres CFDT porteront en double la lettre indicative de l'usine d'égrénage d'origine.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mars 1952.

Y. Digo.

Santé

ARRETE N° 271-52/AP. du 26 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 85 du 11 août 1921 relatif à l'hygiène et à la santé publiques;

Vu le décret du 11 novembre 1929 relatif à la protection de la santé publique aux colonies;

Vu le télégramme officiel n° 173-S. du 24 mars 1952 du Directeur de la santé publique de Haute Volta;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les voyageurs en provenance de la Haute-Volta, du Niger et du Dahomey, devront, pour être admis à pénétrer dans les Cercles de Mango et de Lama-Kara, être munis d'un passeport sanitaire.

ART. 2. — Les postes de surveillance sanitaire seront établis sur décision des Chefs de Circonscriptions administratives, en accord avec les Médecins-Chefs des Subdivisions Sanitaires.

ART. 3. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues au décret du 11 novembre 1929 susvisé.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles de Mango, de Lama-Kara, de la Subdivision de Dapango et des P.T.T. de ces circonscriptions.

Lomé, le 26 mars 1952.

Y. Digo.

Réservistes citoyens français

REFERENCE : Chapitre 3 — Article 1^{er} de l'Instruction d'application de l'arrêté n° 110-52/SPDN. du 5 février 1952 relatif à la mobilisation et à l'affectation spéciale.

Tableau de répartition des classes soumises aux obligations militaires (à la date du 15 octobre 1951)

Armée active : Contingent. 51/2
— 51/1
— 50/2

Disponibilité : Classe 1950 première fraction à classe 1948 (1^{re} fraction).

Première réserve : Classe 1947 (2^e fraction à classe 1931 — 1^{re} fraction).

Deuxième réserve : Classe 1930 (2^e fraction à classe 1924 — 1^{re} fraction).

La deuxième fraction de la classe 1923 a été dégagée de ses obligations militaires à la date du 10 novembre 1951.

(Ce tableau est inséré au Journal Officiel de la République Française du 11 novembre 1951 page 11.211.)

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Tableau d'avancement**

TABLEAU d'avancement des inspecteurs du travail outre-mer (premier semestre 1952).

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 6 mars 1952, sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des inspecteurs du travail outre-mer au titre du premier semestre 1952 :

.....
Pour le grade d'inspecteur principal de 3^e classe.
M.M. Eyrin (Jean), inspecteur de 1^{re} classe.
.....

Promotions

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 6 mars 1952, sont promus dans le personnel des inspecteurs du travail outre-mer, pour compter du 1^{er} janvier 1952 :

.....
Au grade d'inspecteur principal de 3^e classe.
M.M. Eyrin (Jean),
.....

Nominations

Par décret en date du 27 février 1952, M. Gayon (Yves-Nicolas-Casimir), Administrateur en chef de la France d'outre-mer, est nommé Secrétaire Général par intérim du Togo pendant l'absence de M. Guillou, titulaire d'un congé administratif.

Par décret en date du 13 mars 1952, M. Haag (Albert), procureur de la République de 2^e classe à titre personnel près le tribunal de première instance de Lomé, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Madagascar, poste vacant.

Missions

Par arrêté du ministre de la FOM, en date du :

22 février 1952. — M. Petit-Laurent Jean, administrateur 1^{er} échelon de la France d'outre-mer en service au Togo, est placé dans la position de mission dans la métropole, à compter du 5 décembre 1951 et pour une durée de 3 mois au maximum pour y effectuer un stage de formation coopérative.

Pendant la durée de sa mission, M. Petit-Laurent aura droit aux émoluments et indemnités prévus aux articles 4 et 15 du décret n° 50-794 du 23 juin 1950 (famille dans la métropole).

La solde de M. Petit-Laurent demeure à la charge du Budget de l'Etat. Les dépenses résultant du paiement des frais de transport et de l'indemnité journalière de mission sont imputables au budget local du Togo.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 6 mars 1952, M. Skinazi (Edmond), directeur de 2^e classe du cadre général des transmissions d'outre-mer, en service au ministère de la France d'outre-mer, a été placé dans la position de mission au Cameroun et au Togo pour compter du 5 mars 1952 et pour une durée maximum de deux mois pour étudier le fonctionnement du service postal de ces territoires.

Pendant la durée de sa mission M. Skinazi classé au groupe I aura droit au régime de rémunération prévu par les articles 2 et 14 du décret du 23 juin 1950.

Les frais de voyage de l'intéressé seront imputables en totalité au budget du Cameroun.

Le traitement de cet agent correspondant à la position de service en France, la différence entre ce traitement et le traitement en monnaie locale résultant de l'application de l'article 2 du décret du 23 juin 1950 précité, ainsi que les indemnités de mission seront supportés par les budgets du Cameroun et du Togo au prorata du séjour effectué dans chacun de ces territoires.

Tour de service outre-mer

TOUR de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret.
Additif au tour de service du 1^{er} mars 1952.

Administration générale

Groupe des sous-chefs de bureau, rédacteurs et rédacteurs stagiaires.

Pour servir au Togo.

M. Vallier (Paul).

Démission

Par arrêté du 18 mars 1952, est acceptée la démission de son emploi offerte par Madame Amarin, née Têvi (Marie), sage-femme africaine principale de 3^e classe.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 21 août 1951.

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL DE L'A. O. F.

Réintégration

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F., Officier de la Légion d'Honneur, des :

23 février 1952. M. Lawson Laté Samuel, aide-conducteur de 2^e classe du cadre commun supérieur de l'Agriculture de l'Afrique Occidentale Française, précédemment dans la position de congé hors cadres pour servir au Togo, est réintégré dans les cadres, pour compter du jour de la veille de son départ du Togo.

M. Lawson Laté Samuel est mis à la disposition du Gouverneur de la Côte d'Ivoire pour servir au Centre de Recherches agronomiques de Bingerville.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Engagement

Par décision n° 287/D/P. du :

18 mars 1952. — M.M. Togbedji Lucien et Guenouh Louis sont engagés, en qualité de Commis journaliers et mis à la disposition du Chef du Service des Finances.

Les intéressés sont classés à la 3^e catégorie et percevront un salaire de Deux Cent Cinquante (250) francs par jour ouvrable.

M.M. Togbedji et Guennouh bénéficieront, en outre, d'une prime égale à 5% de leur salaire, pour ancienneté de service.

A titre transitoire, et pour l'année 1952 seulement, les salaires de M. M. Togbedji et Guennouh, continueront à être imputés aux chapitre, article et paragraphe qui supportaient primitivement leur solde d'agents auxiliaires.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1952.

Nominations — Affectations

Par décision n° 297/D/P. du :

20 mars 1952. — M. Milleliri Paul, Administrateur, 3^e échelon de la France d'outre-mer, en service au Commissariat de la République, est nommé Commandant du Cercle et Administrateur-Maire de la Commune-Mixte d'Atakpamé, en remplacement de M. Lavallée Charles, Administrateur en Chef de la France d'outre-mer, en instance de départ en congé administratif.

Par décision n° 298/D/P. du :

20 mars 1952. — M. Cornevin Robert, Administrateur, 1^{er} échelon de la France d'outre-mer, en service à Atakpamé, est nommé chef de la Subdivision Administrative de Bassari, en remplacement de M. Neyrolles Roger, Administrateur-adjoint, en instance de départ en congé administratif.

Par décision n° 299/D/P. du :

20 mars 1952. — M. Madier Remy, Administrateur-adjoint, 1^{er} échelon de la France d'outre-mer, en service à Lama-Kara, est nommé par intérim, Commandant du Cercle de Lama-Kara, pendant l'absence de M. Barma Victor, Administrateur-adjoint, 3^e échelon de la France d'outre-mer, en instance de départ en congé administratif.

Par décision n° 324/D/P. du :

26 mars 1952. — Le Médecin Capitaine Montangerand Yves, nouvellement désigné pour servir Hors Cadres au Togo et attendu à Lomé vers le 26 mars 1952 par le s/s Hoggar, est nommé Médecin Chef de la Subdivision Sanitaire d'Atakpamé et Chef du Secteur n° 5 en remplacement du Médecin Capitaine Cheval, appelé à d'autres fonctions.

Le Médecin Capitaine Cheval, nommé provisoirement Médecin Chef de la Subdivision Sanitaire d'Atakpamé, est remis à la disposition du Médecin Chef de l'Hôpital de Lomé, pour y continuer ses fonctions.

Par décision n° 277/D/P. du :

13 mars 1952. — M. Fourgère Michel, Géomètre contractuel, nouvellement engagé pour le Territoire et arrivé à Lomé par avion du 13 mars 1952, est mis à la disposition du Directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo.

Par décision n° 300/D/P. du :

21 mars 1952. — M. Bouraima Samuel, Facteur Principal de 2^e classe du cadre local des Transmissions en service à Lomé, est affecté à Anécho, en remplacement de M. Wilson Jean qui reçoit une autre affectation.

M. Wilson Jean, Facteur Adjoint de 5^e classe du cadre local des Transmissions en service à Anécho, est affecté à Lomé.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} avril 1952.

Par décision n° 311/D/P. du :

22 mars 1952. — M.M. Johnson Nicolas, Commis d'administration principal de 3^e classe, en service à l'Agence Intermédiaire de Lomé et Amegan André, Commis d'administration adjoint de 1^{re} classe, du Service des Finances, sont affectés au Bureau de l'Inspection du Corps des Gardes de Cercle à Lomé, pour compter du 1^{er} avril 1952.

Par décision n° 314/D/P. du :

23 mars 1952. — M. Byll Hilaire, Sous-Brigadier Hors classe du cadre local des Douanes du Togo, Chef de la Brigade de Lomé, est nommé Chef Magasinier des magasins et Terre-pleins couverts de Lomé, et mis à la disposition du Chef du Bureau des Douanes de Lomé.

M. Vovor Vincent, Sous-Brigadier de 2^e classe des Douanes, en service au magasin des Douanes de Lomé, est nommé Chef du poste des Douanes d'Aflao, en remplacement de M. Atayi Godfroy, préposé de 4^e classe qui reçoit une autre affectation.

M. Atayi Godfroy, préposé de 4^e classe des Douanes, Chef de poste des Douanes d'Aflao, est nommé Chef de la Brigade des Douanes de Lomé, en remplacement de M. Byll, appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} avril 1952.

Par décision n° 278/D/P. du :

13 mars 1952. — L'instituteur-ordinaire de 1^{re} classe Kponton Hubert, précédemment en service au Collège classique et moderne de Lomé, est affecté à Palimé.

Par décision n° 286/D/P. du :

17 mars 1952. — M. Vallier Paul, Rédacteur stagiaire de l'Administration Générale d'outre-mer, arrivé à Lomé le 6 mars 1952, par avion, est affecté au Cabinet du Commissaire de la République à Lomé.

Intégrations

Par arrêté n° 260-52/P. du :

18 mars 1952. — Les agents des cadres locaux des Douanes et des chemins de fer, ci-après désignés, sont intégrés; grade pour grade, classe pour classe, dans les hiérarchies transitoires correspondant à leur spécialité, pour compter du 1^{er} janvier 1951 :

DOUANES

- M.M. Armerding Stéphan, Commis principal de 1^{re} classe (indice 558).
 Eclou-Natey Michel, Commis principal de 1^{re} classe (indice 558).
 Ajayee Dominique Jean, Brigadier-Chef de 1^{re} classe (indice 558).
 Nyakou François, Préposé de 2^e classe (indice 379).

CHEMINS DE FER

- Ruffino Paul, Maître-Ouvrier principal de 1^{re} classe (indice 558).
 Afangbom Emmanuel, Ouvrier principal de 1^{re} classe (indice 445).
 Lokossou Akossou, Ouvrier de 1^{re} classe (indice 401).
 Bamezon Johannès, Agent technique ordinaire de 2^e classe (indice 475).
 Kuadjovi Christophe, Agent technique adjoint hors classe (indice 475).

Par arrêté n° 261-52/P. du :

18 mars 1952. — Les agents du cadre local secondaire des Travaux Publics, dont les noms suivent, sont intégrés, pour compter du 1^{er} janvier 1951, au point de vue de la solde et de l'ancienneté, dans le cadre supérieur des Travaux Publics, aux grades ci-après :

Chef dessinateur avant 2 ans (indice 558)

M. Zinsou François, (ancienneté néant)

Ouvrier d'art principal après 36 mois (indice 503)

M. Lassey Jacob, (ancienneté néant).

Promotions.

Par arrêté n° 237-52/P. du :

11 mars 1952. — Sont promus dans le personnel du cadre local supérieur de l'Enseignement du second degré du Togo, pour compter du 1^{er} janvier 1952 :

1. Professeurs licenciés et certifiés

Au grade de professeur, 4^e échelon

- Vincent Jacques, professeur, 3^e échelon
 Albaret Jacques, professeur, 3^e échelon (conserve 3 mois anc. civile)
 Vasseur Madeleine, professeur, 3^e échelon.

Au grade de professeur, 2^e échelon

Lebled Paul, professeur, 1^{er} échelon

2^e Adjointes d'Enseignement

Au grade d'adjoint d'enseignement, 2^e échelon

Villeroy Marie, adjointe d'enseignement, 1^{er} échelon (cons. 1 an 2 mois 11 jours)

Fourat Suzanne, adjointe d'enseignement, 1^{er} échelon (cons. 2 ans 5 mois 15 jours).

Les principaux, directeurs, chefs d'établissements et les chargés des fonctions de direction du cadre de l'enseignement du second degré du Togo, sont classés de la façon suivante :

1^{er} Principal de collège

A la 5^e catégorie, 7^e échelon du grade de principal de collège

Deleris Louis, principal du collège de Lomé

2^e Chargés des fonctions de direction

A la 4^e catégorie, 5^e échelon du grade de chargé des fonctions de direction

Lassere Félix, chargé des fonctions de directeur du collège de Sokodé.

A la 3^e catégorie, 8^e échelon du grade de chargé des fonctions de direction

Pelle Arsène, chargé des fonctions de directeur de l'Ecole Normale d'Atakpamé.

Par arrêté n° 238-52/P. du :

11 mars 1952. — Sont promus dans le personnel du cadre local supérieur de l'Enseignement du Togo, pour compter du 1^{er} janvier 1952 :

Au grade d'instituteur principal de 1^{re} classe

Bourdeaux Pierre, instituteur principal de 2^e classe

Au grade d'instituteur principal de 2^e classe

Morin Charles, instituteur principal de 3^e classe

Sohier Marcel, instituteur principal de 3^e classe

Au grade d'instituteur principal de 3^e classe

Vernhes Marius, instituteur principal de 4^e classe

Au grade d'institutrice de 1^{re} classe

Albaret Rose, institutrice de 2^e classe

Au grade d'instituteur de 2^e classe

Ajavon Henri, instituteur de 3^e classe

Au grade d'instituteur de 3^e classe

Quanhil Laurent, instituteur de 4^e classe

Tettekpoe Léopold, —

Au grade d'instituteur de 5^e classe

Sitti Ayikoé Jean, instituteur de 6^e classe

Pierre Jean Louis, —

Mama Fousséni, —

Bocco Eusèbe, —

Ayayi Alphonse, —

Toffa Francis Paul, —

Sitti Jérémie, —

Par arrêté n° 239-52/P. du :

11 mars 1952. — Sont promus dans le personnel de l'Enseignement du premier degré de l'A.O.F., en service au Togo :

Pour compter du 1^{er} juillet 1951

a) Cadre des Instituteurs adjoints

Au grade d'instituteur adjoint de 1^{re} classe

Ayih Frédéric, instituteur adjoint de 2^e classe

b) *Cadre des moniteurs**Au grade de moniteur adjoint de 2^e classe*Dovi Adolphe, moniteur adjoint de 3^e classe*Au grade de moniteur adjoint de 4^e classe*Broom Oscar, moniteur adjoint de 5^e classe*Pour compter du 1^{er} janvier 1952*a) *Cadre des instituteurs**Au grade d'instituteur de 1^{re} classe*Randolphe Léopold, instituteur de 2^e classeb) *Cadre des instituteurs adjoints**Au grade d'instituteur adjoint de 2^e classe*d'Almeida Charles, instituteur adjoint de 3^e classe*Au grade d'instituteur adjoint de 3^e classe*Lawson Régine, institutrice adjointe de 4^e classe*Au grade d'instituteur adjoint de 4^e classe*Kueviakoe Hélène, institutrice adjointe de 5^e classe

Dovi Rosalie, —

Tsogbe Joseph, instituteur adjoint de 5^e classe*Au grade d'instituteur adjoint de 5^e classe*d'Almeida Lucie, institutrice adjointe de 6^e classe

Sanvee Thérèse, —

Mensah Berthe, —

c) *Cadre des moniteurs**Au grade de moniteur adjoint de 4^e classe*Johnson Clarence, moniteur adjoint de 5^e classe*Au grade de moniteur adjoint de 5^e classe*Ajavon Sébastien, moniteur adjoint de 6^e classe

Par arrêté n° 240-52/P. du :

11 mars 1952. — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1952, dans le personnel de l'Enseignement du premier degré du Togo :

*Au grade d'instituteur ordinaire de 1^{re} classe*Acouetey Bernard, instituteur ordinaire de 2^e classe*Au grade d'instituteur adjoint de 1^{re} classe*Colley Augustin, instituteur adjoint de 2^e classe

Hans Gruner, —

Kouevi François, —

*Au grade d'instituteur adjoint de 2^e classe*Noutsougan Ruben, instituteur adjoint de 3^e classe

Amah Moorhouse, —

*Au grade d'instituteur adjoint de 3^e classe*Koussoubo François, instituteur adjoint de 4^e cl.Géraldo Nassirou, instituteur adjoint de 4^e classeAwuté Gédéon, instituteur adjoint de 4^e classe*Au grade d'instituteur adjoint de 5^e classe*Ayéfoumi Félix, instituteur adjoint de 6^e classeKpetsu Emmanuel, instituteur adjoint de 6^e classeEdorh Akpe Benoît, instituteur adjoint de 6^e cl.Aquiteme Téléqui, instituteur adjoint de 6^e classe*Au grade de moniteur principal de 3^e classe*Houedako Ambroise, moniteur ordinaire de 1^{re} cl.Bonin Fritz François, moniteur ordinaire de 1^{re} cl.*Au grade de moniteur adjoint de 4^e classe*

Makouya Gnandi,

Zakary Yadja,

Tchasse André,

Dantse Linus,

Amouzou Bernard,

Assiongbon Simon,

Netchenawoe Eric,

Tchedre Kondo

Esoazina Moumouni,

Ayéva Souleman,

Wilson Mathieu,

Magnibo Michel,

Gnemegna Etienne,

Adabi Andi Akpo,

Ahadzi Seth,

Nyamessi Cléophas,

Adjanor Emile,

Sogadji Nicodème,

moniteurs adjoints de 5^e classe.*Au grade de moniteur adjoint de 5^e classe*

Abalo Antoine,

Ahavi Eugène,

Apeli Pierre,

Tsogbé Edouard,

Elekonawo Gabriel,

Amegan Cyprienne,

Djeri Gbati Georges,

Chango Christophe,

Atchu Emmanuel,

Koffi Christophe,

Aholou Vincent,

Tagayi Winfried,

Ayayi Emmanuel,

Tétévi Daniel,

Devo Emmanuel,

Dogbé Cléophas,

Acouetey Benoît,

Johnson Y. Remy,

Afaudomi Frédéric,

Sitti Christian,

Degue Vitus,

Toungnon Sèna Hubert,

Quamvi Paul,

Loko Antoine,

Kouegan Joseph,

Togbé Mathias,

Sewoavi Tobias,

Jondo Emmanuel,

Géraldo Bernardette,

Boccovi Antoinette,

moniteurs adjoints de 6^e classe.**Reclassement**

Par arrêté n° 259-52/P. du :

18 mars 1952. — M. Apedo-Amah Georges, Comptable principal après 18 mois du cadre supérieur des Travaux Publics du Togo, est reclassé de la façon suivante :

Comptable principal avant 18 mois pour compter du 1^{er} janvier 1948, (au point de vue exclusif de l'ancienneté) conserve une ancienneté civile de un an.

Chef comptable avant 2 ans pour compter du 1^{er} janvier 1951 (tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté).

Examen professionnel*Agents auxiliaires et journaliers*

Par décision n° 313/D/P. du :

22 mars 1952. — Les agents auxiliaires et journaliers en service dans l'administration du Territoire, dont les noms suivent, sont autorisés à se présenter au troisième Examen Professionnel prévu par l'arrêté n° 989-49/P. du 18 décembre 1949, en vue de l'intégration des intéressés dans les cadres locaux du Togo :

1 — *Commis d'Administration**Centre de Lomé (pour les Cercles de Lomé et d'Anécho.)*

- 1 — Brym Ibrahim Nafiou, Agriculture (Lomé)
- 2 — Brym Scholastique, Cabinet
- 3 — Anador Koffi Jonas, Finances
- 4 — Agbobli Simon, Finances
- 5 — Sanvee Ransford, Finances
- 6 — Dossah Josephine, Finances
- 7 — Darkou Kodjo Emmanuel, Justice Lomé
- 8 — Djondo Maurice, Parquet
- 9 — Tchadre Théophile, Parquet
- 10 — Amabley Emmanuel, I.F.A.N.
- 11 — Nyamakou Justin, Enseignement
- 12 — Locco Daniel, Santé
- 13 — Aziandekey Francis, S.C.O.T.
- 14 — Maboudou Yaovi, C.D.
- 15 — Kodjo Hubert, T.P. Lomé
- 16 — Dorkenoo Gédéon, Finances
- 17 — Estève Joseph Dini, Finances
- 18 — Koudan Mathieu, A.R.T.
- 19 — Do Rego Blaise, T.P. Lomé
- 20 — Koffi Adolphe, T.P. Lomé
- 21 — Agbobly Etienne, Cercle Lomé
- 22 — Kpelly Victor, Finances
- 23 — Ofounou Amadou Théophile, Cercle Lomé
- 24 — Amavi Sossou, Tsévié
- 25 — Djondo Nicolas, Domaines
- 26 — Abbey Barthélemy, Anécho
- 27 — Paty Simon, Anécho
- 28 — Diogo Germain, Anécho
- 29 — Alihonou Toto Sébastien, Anécho
- 30 — Adablah Eloi, Garage Lomé
- 31 — Sinzogan B. Rémi, Collège
- 32 — Mensah E. Armand, Finances
- 33 — Kponoor Zamah, Transit
- 34 — Lawson Hellu Emmanuel, Finances.

Centre de Palimé

- 1 — Agbedigue Gabriel, Klouto
- 2 — Dotse Hermann, Klouto
- 3 — Akakpo Kouassivi Antoine, Klouto
- 4 — Ayim Gustave Hans, Klouto
- 5 — Agbemape William, Klouto
- 6 — Lack Mensah Marc, Klouto
- 7 — Komlan Joseph, Klouto

Centre d'Atakpamé

- 1 — Kougblenou Michel, Atakpamé
- 2 — Palanga Grégoire, Atakpamé
- 3 — Zanou Koffi, Atakpamé
- 4 — Anonene Alfred, Atakpamé
- 5 — Sagitteh Jean, Atakpamé

Centre de Sokodé, (Pour les Cercles de Sokodé, Lama-Kara et Mango)

- 1 — Arouna Mama, Sokodé
- 2 — Sanson Odou Pascal, Sokodé
- 3 — Boukari Atchéri, Sokodé
- 4 — Bamezon Conrad, Sokodé
- 5 — Babake François, Lama-Kara
- 6 — N'Guissan K. François, Mango.

II — *Chemins de fer et wharf**(Centre de Lomé)**Ecrivains*

- 1 — d'Almeida François, Voie
- 2 — Djissode Jean, Voie
- 3 — Gbenyovi Alfred, Voie
- 4 — Mensah Espoir, Voie
- 5 — Kouassi Joseph, Voie
- 6 — Adadesso Joseph, Voie
- 7 — Mensah Rose, Wharf
- 8 — Fambo Michel, Voie.

Chefs de train

- 1 — Adjini Hermann, Exploitation
- 2 — Kouassi Jean Marie, Exploitation
- 3 — Moevi Moïse, Exploitation
- 4 — Lokossou Jean, Exploitation

Facteurs

- 1 — Lawson Christophe, Exploitation
- 2 — Klouvi Vitus, Exploitation
- 3 — Gnakadja Hermann, Exploitation
- 4 — Kouassi Vincent, Exploitation
- 5 — Bruce Henri, Exploitation
- 6 — Gbemavo Philippe, Exploitation
- 7 — Tsikata Mathias, Exploitation
- 8 — Gbety Louis, Exploitation
- 9 — Barboza Vivien, Exploitation
- 10 — Latévi Akouété, Exploitation
- 11 — Djato Joseph, Exploitation
- 12 — de Souza Mathias, Exploitation
- 13 — Comlangan Antonin, Exploitation
- 14 — Klu Simon, Exploitation
- 15 — Aziaba Simon, Exploitation
- 16 — Pio Bernard, Exploitation
- 17 — Bruce Antoine, Exploitation
- 18 — Samtoui Ephraïm, Exploitation
- 19 — Alandou John, Exploitation
- 20 — Agbekponou Joseph, Exploitation
- 21 — Kouassi Pierre, Exploitation
- 22 — Lawson Patrice, Exploitation
- 23 — Atohoun Michel, Exploitation
- 24 — Koutoh Aaron, Exploitation.

Pointeurs

- 1 — Segogu Germain, Wharf
- 2 — Panah Béatrice, Wharf
- 3 — Fiogbahou Christophe, Wharf.

Chefs d'Equipe

- 1 — Noumovi Sogbossi, Voie
- 2 — Djondo Martin, Voie
- 3 — Ajavon Charles, Voie
- 4 — Mitami François, Voie
- 5 — Ajavon Joseph, Voie
- 6 — Assiongbon Faustin, Voie
- 7 — Kodjo Hablouto, Voie
- 8 — Toukpovi François, Voie
- 9 — Ayité Alfred, Voie
- 10 — Salako Bonaventure, Voie
- 11 — Benjamin Robert, Voie
- 12 — Gnavor Mathias, Voie

- 13 — Kossi Randolphe, Voie
- 14 — Comlan Augustin, Voie
- 15 — Vondoly Lucas, Voie

Mécaniciens

- 1 — Kloukpo Gabriel, Traction
- 2 — Brue Adrien, Traction
- 3 — Agbo Casimir, Traction
- 4 — Ago André, Traction
- 5 — Kouto Anatole, Traction
- 6 — Wilson Emmanuel, Traction
- 7 — Ruffin d'Ernestho, Traction
- 8 — Occansey Jean, Traction
- 9 — Adignon Agbénigan, wharf
- 10 — Togbé Sognigbé, wharf

Chauffeurs

- 1 — Adi Michel, Traction
- 2 — Adikadohou Logo, Traction
- 3 — Zamba Marcellin, Traction
- 4 — John Simon de Fanti, Traction
- 5 — Dogbé Emmanuel, Traction
- 6 — Kouassi Siabadoé Emmanuel, Traction
- 7 — Amoussou Kodjo, Traction
- 8 — Alassan, Traction

Ajusteurs — Graisseurs — Fondzurs
Tourneurs — Fraiseurs — Electriciens
Peintres — Soudeurs — Charpentiers
Forgerons — Chaudronniers — Maçons
Menuisiers.

- 1 — Latevi Anani Etienne, Traction
- 2 — Haino Botsoé, Traction
- 3 — Amoussou Benoît, Traction
- 4 — Akollah Marcellin, Traction
- 5 — Lawson Koundé, Traction
- 6 — Hugo Tévi, Traction
- 7 — Yessoufou, Traction
- 8 — Koutodjo François,
- 9 — Agossou Pierre, Traction
- 10 — Ayité Jean, Traction
- 11 — Koffi Louis, Traction
- 12 — Adodevi Thomas, Traction
- 13 — Sewoavi Friolin, Traction
- 14 — Kpakpo Mathias, Traction
- 15 — Orogbo Bernard, Traction
- 16 — Seméglo Dankou, Traction
- 17 — Kouevi Pierre, Voie
- 18 — Akouété Doké, Voie
- 19 — Egretomekpo François, Voie
- 20 — Tamegnon Comlan, Voie
- 21 — Amegan Pierre, Voie
- 22 — Denis Pierre, Voie
- 23 — Apanlete Antoine, Voie
- 24 — Lawson Lucien, Voie
- 25 — Kodjo Agobia, Voie
- 26 — Hondo Emmanuel, Voie
- 27 — Akly Lucas, Voie
- 28 — Agbodan Messan, Voie
- 29 — Anani Attiogbé, Voie
- 30 — Moevi Kpakpo, Voie
- 31 — Noubode Pierre, Voie
- 32 — Moudey Chrysostome, Voie

- 33 — Decca Christophe, Voie
- 34 — Komlan Adolphe, Voie
- 35 — Akakpo Paul, Voie
- 36 — d'Almeida John, Voie
- 37 — Assiongbon Mathias, Voie
- 38 — Tonou Alphonse, Voie
- 39 — Tovianou Jean, Voie
- 40 — Aholou Ignace, Voie
- 41 — Akakpo Dabla, Voie
- 42 — Dissou Domingo, Voie
- 43 — Kodjovi Apété, Voie
- 44 — Amouzou Joseph, Voie
- 45 — Foegan Sowoa Joseph, Voie
- 46 — Mensah Paul, Voie

III — *Infirmiers de la santé publique*
Centre de Lomé

- 1 — Issa Salamatou, Bassari
- 2 — Bucknor Gabriel, Lomé
- 3 — Aregba Philippe, Mango
- 4 — Comlan J. Nayao, Mango

IV — *Infirmiers — Vétérinaires*
Centre de Sokodé

- 1 — Tanoga Niangolam, Lama-Kara
- 2 — Dermann Moussa, Lama-Kara
- 3 — Kao Joseph, Lama-Kara
- 4 — Kolani Tchabliani, Dapango
- 5 — Lambo Nas, Dapango

V — *Moniteurs de l'Agriculture*
Centre de Glidji (Anécho)

- 1 — Amedomé Mathias, Palimé
- 2 — Napoe Kpandja, Bassari
- 3 — Edorh Velvo, Bassari
- 4 — Anipa Georges, Palimé
- 5 — Adam Barcola, Lama-Kara
- 6 — Ezzo Joseph, Lama-Kara
- 7 — Batchanti Ouro Bagna, Lama-Kara

VI — *Travaux Publics (Sud)*
Centre de Lomé

(Pour Cercles de Lomé, Anécho, Klouto et Atakpamé)
Aides-Geomètres

- 1 — Doumashie Prosper, Lomé
- 2 — Ahadji Hoppe, Lomé
- 3 — Tande Hilaire, Atakpamé
- 4 — Apelivor Dovi, Lomé.

Dessinateurs-Calqueurs

- 1 — Leossou Marc Jean, Lomé
- 2 — Amegble Clément, Lomé

Chefs d'Equipe.
(Surveillants de route)

- 1 — Kouadjovi Henri, Lomé

Ouvriers.

- 1 — Edoe Georges, Lomé
- 2 — Adjanor Ayité, Lomé
- 3 — Yamidi Gabriel, Lomé
- 4 — Ziggat Amouzou Gérard, Lomé
- 5 — Atay Awoukoussey, Lomé

- 6 — Noulemegbé Marc, Tsévié
- 7 — Kangni David, Lomé
- 8 — Dovi Paul, Lomé
- 9 — Mama Boukari, Tsévié
- 10 — Ayité Ayivi Paul, Lomé
- 11 — Mensah Adjé Georges, Lomé
- 12 — Akouesson Etienne, Anécho
- 13 — Amouzouvi Julien, Anécho
- 14 — Amoussou Antoine, Anécho
- 15 — Agbossou Nathaniel, Palimé
- 16 — Facambi Etienne, Palimé
- 17 — Kouassi André, Palimé
- 18 — Tossou Ganfon, Atakpamé
- 19 — Segla Guillaume, Lomé (PTT.)
- 20 — Kodjovi Benjamin, Lomé (TP.)

Peintres

- 1 — Agbodjan Rémy, Lomé
- 2 — Akakpovi Antoine, Lomé
- 3 — Dosse Boniface, Lomé
- 4 — Afaniedji Kloutsé, Tsévié
- 5 — Atakpa Jérôme, Atakpamé
- 6 — Dovi Cosme, Anécho, Anécho (PTT.)
- 7 — Tairou Alabani Alphonse, Lomé
- 8 — Kouassi Laurent, Lomé

Maçons

- 1 — Kassan Robert, Lomé
- 2 — Yaholou André, Lomé
- 3 — Klouvi Ferdinand, Lomé
- 4 — Houenassou Michel, Tsévié
- 5 — Defly Gilbert, Anécho
- 6 — Etorh Emmanuel, Anécho
- 7 — Tete David, Atakpamé
- 8 — Kouaovi Akata, Atakpamé
- 9 — Djado Clément, Atakpamé

Chauffeurs

- 1 — Vomregan Hounsounouké, Lomé
- 2 — Koffi Gaston, Lomé
- 3 — Gbadayi Jean, Lomé
- 4 — Tamakloe Fred, Lomé
- 5 — Colley Christian, Lomé
- 6 — Dovi Emile, Lomé
- 7 — Hounlede Joseph, Lomé
- 8 — Koulekon Joseph, Anécho
- 9 — Kokou Pierre, Anécho
- 10 — Ayité Martin, Palimé
- 11 — Ames Georges, Lomé PTT.
- 12 — Tsogbe Yao Sébastien, Lomé
- 13 — Houngho Jean, Lomé

Forgerons — Ajusteurs

- 1 — Abey Alfred, Lomé
- 2 — Folly Adolphe, Lomé, PTT.

Mécaniciens-Ajusteurs

- 1 — Comlan Midhouen, Lomé

VII — Travaux Publics (Nord)

*Centre de Sokodé**(Pour les cercles de Sokodé, Lama-Kara et Mango).**Aides-Géomètres*

- 1 — Wothor Patrice, Sokodé

*Chefs d'Equipe**(Surveillants de route)*

- 1 — Agbetrobou Benoît, Sokodé
- 2 — Touléassi Elias, Sokodé

Maçons

- 1 — Moussa Dermann, Sokodé
- 2 — Folly Benoît Bébé, Sokodé
- 3 — Laré Djouga, Lama-Kara
- 4 — Kombaté Antoine, Mango.

Forgerons-Ajusteurs

- 1 — Tiem Séidou, Mango.

Mécaniciens-Conducteurs

- 1 — Attiogbé Emmanuel, Lama-Kara
- 2 — Agba Napo, Lama-Kara (Santé)

*Mécaniciens-Forgerons**Electriciens*

- 1 — Kpankpasso Méliga, Sokodé
- 2 — Do Rego Yacoubou, Sokodé
- 3 — Moumouni Soulé, Sokodé
- 4 — Kezire Idrissou, Sokodé
- 5 — Amouzou Denis, Lama-Kara.

Menuisiers-Charpentiers

- 1 — Omorou Nassoma, Sokodé
- 2 — Abbey Jean, Sokodé
- 3 — Folly Christophe, Sokodé
- 4 — Aholoukpe Alexandre, Sokodé
- 5 — Kouaovi Philippe, Bassari
- 6 — Kande Gbati Joseph, Bassari
- 7 — Ayayi Emmanuel, Lama-Kara
- 8 — Ayivi Lucas, Lama-Kara
- 9 — Cumate Soukoulimpo, Lama-Kara.

VIII — Transmissions

*Centre de Lomé**(Pour cercles de Lomé et d'Anécho)**Commis (P.T.T.)*

- 1 — Mensah Paul, Lomé
- 2 — Dovi Max, Anécho

Facteurs des transmissions (P.T.T.)

- 1 — Djikpan Mathias, Lomé
- 2 — Folly André, Lomé

Facteurs des transmissions (Surveillants des lignes).

- 1 — Mensah Grégoire, Lomé
- 2 — Abdoulaye Gandi, Lomé
- 3 — Mensah Dogbevi Mathias, Lomé.

Commis (Radio)

- 1 — Ocloo Bénédicte, Lomé
- 2 — Houndegnon Boniface, Lomé

*Centre de Palimé**Facteurs des transmissions. (P.T.T.)*

- 1 — Kalipé Charles, Palimé

*Centre d'Atakpamé**Facteurs des transmissions. (P.T.T.)*

- 1 — Dogbe Joseph, Anié
- 2 — Bigot Théophile, Badou.

Facteurs des transmissions (surveillant des lignes).

1. — Mensah Dieudonné, Atakpamé

Centre de Sokodé

(Pour centres Sokodé et Lama-Kara)

Facteurs des transmissions. (P.T.T.)

1 — Bouraima Issa, Sokodé

2 — Dognon Médard, Bassari.

(Surveillants des lignes)

1 — Mouni Gbati, Sokodé

2 — Tirodoma, Bafilo

3 — Bode Alassani, Lama-Kara.

*Centre de Mango**Commis (P.T.T.)*

1 — Atakpahi Albert, Mango.

Les agents auxiliaires et journaliers désignés à l'article 1^{er} ci-dessus qui viendraient à être licenciés avant les dates d'ouverture du troisième Examen Professionnel fixées par décision n° 257-D/P. du 6 mars 1952, ne pourront prendre part aux épreuves dudit Examen.

Congés

Par décision n° 319/D/P. du :

23 mars 1952. — Un congé de fin de contrat de six mois pour en jouir à Lescar Basses Pyrénées, est accordé à M. Petit Jacques, Médecin contractuel qui compte 27 mois et 16 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie maritime, en 1^{re} classe (Groupe II), de Lomé à Bordeaux, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot « Foucauld » attendu à Lomé vers le 3 avril 1952.

Par décision n° 320/D/P. du :

23 mars 1952. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Saâcy-sur-Marne (Seine-et-Marne), 27 avenue de la Gare, est accordé à M. Joguet Frédéric, contremaître principal du cadre secondaire européen des Chemins de fer du Togo Echelle 7 — Chevron 2 (indice local 737), qui compte 24 mois et 6 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie maritime, en 1^{re} classe (Groupe II) de Lomé à Marseille, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot « Hoggar » attendu à Lomé vers le 4 avril 1952.

Disponibilité

Par arrêté n° 266-52/P. du :

24 mars 1952. — Mme. Menant Lucienne, institutrice de 4^e classe du cadre local supérieur de l'Enseignement Primaire du Togo, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une période de six (6) mois, à compter du 18 mars 1952.

Rétrogradation

Par arrêté n° 242-52/P. du :

12 mars 1952. — M. Mensah Gaston, Ouvrier principal de 2^e classe du cadre local des Chemins de fer du Togo en Service à Lomé est rétrogradé au grade d'ouvrier de 1^{re} classe, pour faute grave en service.

Sanctions disciplinaires

Par arrêté n° 267-52/P. du :

24 mars 1952. — La peine d'un an de retard dans l'avancement à l'ancienneté est infligée à M. Comlan John, mécanicien radioélectricien adjoint de 5^e classe, pour faute grave en service.

Par décision n° 281/D/P. du :

17 mars 1952. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé aux agents ci-après :

M. Boniface Amoussou, sous-chef de Station de 2^e classe et M. Hermann Watson, Facteur de 2^e classe, du cadre local africain des C.F.T. (Exploitation) pour le motif suivant :

« Négligence dans le contrôle de billets de voyageurs ».

Par décision n° 323/D/P. du :

24 mars 1952. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M. Lawson Cyrille, Commis adjoint de 6^e classe du cadre local des Transmissions du Togo, en service à Sokodé, pour manque de ponctualité.

DIVERS**Centre de rééducation**

Par décision n° 303/D/SG. du :

21 mars 1952. — Sera placé dans le Centre de Rééducation de Palimé jusqu'à sa majorité le mineur Yebovi Faustin Folly, âgé de 15 ans environ, né vers 1937 à Porto-Séguro (Cercle d'Anécho), fils de Yebovi et d'Adjélé, demeurant à Porto-Séguro, célibataire, sans enfant, sans profession, inculpé de vagabondage et relaxé par jugement en date du 30 janvier 1952 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Circulation routière

Par décision n° 272/D/TP. du :

11 mars 1952. — Les fonctionnaires dont les noms suivent sont commissionnés à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo :

M.M. Gouband Marcel, Chef Surveillant contractuel des Travaux Publics.
 Cupelin Henri, Chef Surveillant contractuel des Travaux Publics.
 Baratequi Emmanuel, Chef Surveillant contractuel des Travaux Publics.
 Tourtzevitch Léon, Chef Surveillant contractuel des Travaux Publics.
 Boyer Pierre, Surveillant contractuel des Travaux Publics.

Ces fonctionnaires devront, préalablement à toutes constatations, prêter serment devant le Tribunal de Première Instance de Lomé.

Commandement indigène

Par décision n° 273/D/AP. du :

12 mars 1952. — Le nommé François Akplogan est agréé en qualité de secrétaire du Chef de canton de l'Awé (Subdivision de Tsévié — Cercle de Lomé).

Son salaire annuel est fixé à 24.000 francs.

Par décision n° 284/D/AP. du :

17 mars 1952. — Le nommé Léon Folly est agréé en qualité de secrétaire du Chef de canton de Baguida (Cercle de Lomé), en remplacement du nommé Awoumey Emmanuel, licencié par décision n° 100-D/AP. du 25 janvier 1952.

Son salaire est fixé à 28.000 francs l'an.

Commissions

Par arrêté n° 263-52/AP. du :

21 mars 1952. — En vue du recensement général des votes des élections du 30 mars 1952 à l'Assemblée Territoriale, la Commission de Recensement Général des Votes prévue à l'article 20 de la loi du 6 Février 1952 est composée de :

M.M. Cau, Président du Tribunal de 1 ^{re} Instance de Lomé.	} <i>Président</i>
Herson, Agent des Ets. R. Eychenne.	
Chollet, Chef des Services de l'Agriculture et des Eaux et Forêts.	
Doise, Administrateur de la F.O.M.	
Aubanel, Administrateur de la F.O.M.	

Elle siège à Lomé, sur la convocation de son Président.

Le recensement général des votes a lieu au plus tard le cinquième jour qui suit le scrutin.

Par décision n° 275/D/P. du :

12 mars 1952. — Une Commission composée de :
 M.M. Toqué Louis, Chef du Service des Douanes

Président

Le Chef du Bureau du Personnel
 Suhubiette, Agent principal de constatation.

Abalo Joseph, Commis adjoint des Douanes.

} *Membres*

se réunira dans les Bureaux du Chef du Service des Douanes sur la convocation de son Président, en vue d'établir le tableau d'avancement du personnel du cadre local des grades-frontières des Douanes du Togo pour le deuxième semestre 1951 et le premier semestre 1952.

Par décision n° 280/D/TP. du :

15 mars 1952. — La Commission prévue au décret n° 280 du 1^{er} mars 1950 chargée de donner son avis sur la réparation des crédits affectés à la prime de rendement du personnel du Cadre Général des Travaux Publics est ainsi composée.

Le Directeur des Travaux publics

Président

Le Chef du Bureau des Finances

Le Chef du Bureau du Personnel

L'Ingénieur Adj. au Directeur des T.P.

L'Ingénieur Adj. au Directeur des CFT.

} *Membres*

Cette Commission se réunira sur la convocation de son président pour déterminer les primes afférentes à l'exercice 1952.

Par décision n° 312/D/Dom. du :

22 mars 1952. — Une Commission composée de :
 M.M. Le Trésorier-Payeur ou son représentant,

Président

Le Receveur de l'Enregistrement,

Le Chef de la Section du matériel, (Finances)

Djondo Nicolas, Commis auxiliaire aux Domaines

} *Membres*

se réunira sur la convocation de son Président, à l'effet de procéder au comptage des timbres fiscaux en provenance de la Métropole et débarqués par le S/S « Foucauld » du 19 mars 1952.

La Commission dressera le procès-verbal de ses opérations.

Conseil du Contentieux

Par arrêté n° 258-52/AP. du :

18 mars 1952. — M. Aubanel Pierre, Administrateur de la France d'Outre-Mer, est nommé Commissaire près le Conseil du Contentieux Administratif du Togo, en remplacement de M. Moreau Jean.

M. Giard Louis, Administrateur-Adjoint de la France d'Outre-Mer, est nommé Membre titulaire du Conseil du Contentieux Administratif du Togo, en remplacement de M. Verdier Roger.

Douanes

Par décision n° 276/D/D. du :

13 mars 1952. — Sont désignés pour faire partie du Comité Consultatif prévu à l'article 4 de l'arrêté

n° 907-51/D. du 19 décembre 1951 portant réglementation de la profession de commissionnaire en douane :

M.M. Leconte

Kalife

Amorin

tous trois membres de la Chambre de Commerce du Togo.

Par décision n° 291/D/SG. du :

19 mars 1952. — Sont agréés en qualité de Commissionnaires en Douanes auprès du Bureau de Lomé M.M. Robert Alexandre et Mamadou Maïga Niandou.

Enseignement

Par arrêté n° 264-52/E. du :

21 mars 1952. — Est accordée par l'année scolaire 1951-1952 une bourse d'Enseignement Supérieur pour la Faculté de Droit de Dakar à l'étudiant :

Labadie Noël.

Par décision n° 310/D/E. du :

21 mars 1952. — Une bourse d'externat, pour le Cours d'Enseignement Ménager de Lomé, est attribuée aux élèves dont les noms suivent :

Doe Rosaline

Nador Agnès

Dossah Marie

Mensah Marguerite

Amadote Hélène

Johnson Marcelline

Fumey Johanna

Shalley Confort

Mensah Colette

Une bourse d'internat, pour le Collège Moderne et Technique de Sokodé (Section Bâtiments) est attribuée à l'élève : Hadjopoulos Alex.

Frais funéraires

Par décision n° 296/D/F. du :

19 mars 1952. — Le remboursement d'une somme de Cinq Mille Francs (5.000 frs.) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de leur père, feu Atsou Alex, Chef d'Equipe de 2^e classe des Travaux Publics du Togo, survenu à Sotoboua (Sokodé) le 2 août 1951, est accordé aux orphelins de ce dernier.

Cette somme sera mandatée au nom de Monsieur Atsou Agbéményalé, Cultivateur demeurant à Agouévé (Cercle de Lomé), Tuteur légal des enfants du défunt et frère aîné de ce dernier.

La dépense est imputable au Chapitre X — Article — 3 Paragraphe 2 — du Budget Local — Exercice 1952.

Par décision n° 308/D/F. du :

21 mars 1952. — Le remboursement d'une somme de Cinq Mille Francs (5.000 francs) à titre de

frais funéraires supportés à l'occasion du décès de leur père feu Jacob Tétévi-Ado, Sergent Garde-Frontière des Douanes du Togo, survenu à Lomé le 21 décembre 1951, est accordé aux orphelins de ce dernier.

Cette somme sera mandatée au nom de Monsieur Joseph Dakichè Tétévi-Ado, Bijoutier demeurant au quartier Ela à Anécho, Tuteur légal des enfants du défunt et fils aîné de ce dernier.

La dépense est imputable au Chapitre VIII — Article 2 — Paragraphe 2 — du Budget Local — Exercice 1952.

Heures supplémentaires

Par décision n° 302/D/F. du :

21 mars 1952. — M. Tomasini Michel, Commis Principal de 4^e classe des Trésoreries de la France d'Outre-Mer, est autorisé à effectuer des heures supplémentaires en février et mars 1952, dans la limite de 25 heures par mois.

La dépense est imputable au Budget Local, Exercice 1952 — Chapitre VIII — Article 1 — Paragraphe 1^{er}.

Indemnité

Par décision n° 292/D/F. du :

19 mars 1952. — M. Aubanel Pierre, Administrateur 1^{er} échelon de la France d'Outre-Mer, Chef du Service des Affaires Politiques à Lomé, est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle TT. 1964 Marque Peugeot pour les besoins du Service. A cet effet, il percevra une indemnité d'entretien d'un véhicule automobile de Mille Francs (1.000 frs) par mois, payable trimestriellement et à terme échu, sur le vu d'un certificat attestant qu'il a utilisé sa voiture automobile personnelle pour les besoins du service durant la période en cause.

Cette indemnité est exclusive de toute autre allocation, en nature ou en crédit.

La dépense est imputable au Chapitre 22 — Article 16 — Paragraphe 1 — du Budget Local — Exercice 1952.

La présente décision, valable pour l'année 1952, a effet pour compter du 1^{er} janvier 1952.

Interdiction de séjour

Par Arrêté n° 270-52/SG. du :

25 mars 1952. — Le séjour sur tout le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France à l'exception du Cercle de Lama-Kara, est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 10 mai 1952, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Kezié Essichioa, détenu à la prison de Lama-Kara (Cercle de Lama-Kara), âgé de 26 ans environ, né à Lama-Lao

(Cercle de Lama-Kara), fils de feu Késilé et de Ekléissou, cultivateur demeurant à Lama-Lao, condamné à 18 mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* 3.000 francs de D.I. pour vol par jugement en date du 19 février 1951 du Tribunal Correctionnel de Sokodé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France à l'exception de la Subdivision d'Atakpamé (Cercle du Centre) est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 21 juillet 1952, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Tchona Kodjo, détenu à la prison d'Atakpamé (Cercle du Centre), âgé de 30 ans environ, né à Dadja (Subdivision d'Atakpamé), fils de Tchona et de Kabilé, célibataire sans enfant, demeurant à Dadja, condamné à deux ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* pour vol par jugement en date du 27 octobre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France à l'exception de la subdivision d'Atakpamé (Cercle du Centre) est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 21 juillet 1952 date d'expiration de sa peine de prison au nommé Ahoum Alassani, détenu à la prison d'Atakpamé (Cercle du Centre), âgé de 38 ans environ, né à Lola (Cercle de Lama-Kara), fils de feu Ahoum et de feu Tindo, célibataire, sans enfant, demeurant à Atakpamé, condamné pour vol à deux ans de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* par jugement en date du 27 octobre 1950 du Tribunal Correctionnel d'Atakpamé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Justice

Par arrêté n° 246-52/AP. du :

14 mars 1952. — M. Cau, Juge de paix à Compétence étendue de 2^e classe est installé dans les fonctions de Président intérimaire du Tribunal de Première Instance de Lomé, en remplacement de M. Laloum Jean, Président du Tribunal titulaire, en instance de départ en congé.

Réquisition de passage

Par décision n° 270/D/P. du :

10 mars 1952. — Une réquisition de passage de retour en France par anticipation, par voie aérienne, en 2^e classe, de Lomé à Paris, est accordée, sur l'avion d'« Air-France » quittant Lomé le 13 mars 1952, à Mme. Raynaud Rolande, épouse d'un Inspecteur principal de 3^e classe du cadre local supérieur de la Police du Togo (indice local 726 — Groupe III), se rendant à Auneau (Eure-et-Loir) 33 rue Pasteur.

Par décision n° 283/D/P. du :

17 mars 1952. — Une réquisition de passage de retour en France, par voie aérienne, en 2^e classe, de Lomé à Paris, est accordée, sur l'avion d'« Air-France » quittant Lomé le 20 mars 1952, à Made-moiselle Mugnier Colette âgée de 18 ans, fille d'un agent principal de constatation 5^e échelon du cadre métropolitain des Douanes (indice métré 250 — Groupe III), se rendant à Lormont (Gironde) Rue Abaratégué chez Madame Molinier.

Par décision n° 288/D/P. du :

18 mars 1952. — Une réquisition de passage de retour en France par anticipation, par voie aérienne, en 2^e classe, de Lomé à Paris, est accordée, sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 27 mars 1952, à Madame Jollain et à ses deux enfants respectivement âgés de 16 et 9 ans, famille d'un chef ouvrier d'art principal contractuel des Travaux Publics (indice local 704 — Groupe III), se rendant à 30 Rue Charcot Bois Colombes (Seine).

Par décision n° 317/D. du :

23 mars 1952. — Une réquisition de passage de retour en France par anticipation, par voie aérienne, en 1^{re} classe, de Lomé à Paris, est accordée, sur l'avion d'« Air-France » quittant Lomé le 3 avril 1952, à Madame Laboum et ses deux enfants respectivement âgés de 15 et 13 ans, famille d'un Président du Tribunal de 2^e classe (indice métré 500 — groupe II), se rendant à Arcachon Villa Ene Iduzkia — Allée des Bruyères (Pyla-sur-Mer).

Par décision n° 318/D/P. du :

23 mars 1952. — Une réquisition de passage de retour en France par anticipation, par voie maritime, en 1^{re} classe, de Lomé à Bordeaux est accordée, sur le paquebot « Foucauld » attendu à Lomé vers le 3 avril 1952, à Madame Doise, épouse d'un Administrateur, 1^{er} échelon de la France d'outre-mer (indice métré 440 — Groupe II), se rendant à 11 Grand'Rue Altkirch (Haut-Rhin).

Madame Doise est autorisée à séjourner pendant quelques semaines à Paris (50) 35 Rue Gan-Lussac, avant de continuer son voyage sur sa destination définitive.

Secours

Par décision n° 293/D/F. du :

19 mars 1952. — Un secours après décès de Trente Trois Mille Huit Cent Vingt Et Un Francs (33.821 francs), équivalent à trois mois de solde de base, indice 275, de M. Jacob Tétévi Tétévi-Ado, Sergent Garde-Frontière des Douanes du Togo, décédé à Lomé, le 21 décembre 1951, est accordé à ses enfants.

Ce secours sera mandaté au nom de M. Joseph Dakiché Tétévi-Ado, Bijoutier demeurant au quartier Ela à Anéchio, Tuteur légal des enfants du défunt et fils aîné de ce dernier.

La dépense correspondante est imputable au Chapitre VIII — Article 2 — Paragraphe 2 — du Budget Local — Exercice 1952.

Par décision n° 294/D/F. du :

19 mars 1952. — Un secours après décès de Dix Sept Mille Neuf Cent Quatre Vingt Six Francs (17.986 francs), équivalent à trois mois de solde de présence du Garde-cerle de 1^{re} classe Laré Nayem, décédé le 23 septembre 1951 à l'Hôpital d'Atakpamé, est accordé à sa veuve Yendoumba Laré Nayem, demeurant à Doungou — Canton de Nandoga — Subdivision de Dapango.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au Budget Local — Exercice 1952 — Chapitre 6 — Article 11 — Paragraphe 3.

Par décision n° 295/D/F. du :

19 mars 1952. — Un secours après décès de Quarante Quatre Mille Trois Cent Soixante Dix Huit Francs (44.378 francs), équivalent à trois mois de solde de base, indice 360, de M. Atsou Alex, Chef d'Equipe de 2^e classe des Travaux Publics du Togo, décédé à Sotoboua (Sokodé) le 2 août 1951, est accordé à ses enfants.

Ce secours sera mandaté au nom de M. Atsou Agbéményalé, Cultivateur demeurant à Agouévé (Cercle de Lomé), Tuteur légal des enfants du défunt et frère aîné de ce dernier.

La dépense correspondante est imputable au Chapitre X — Article 3 — Paragraphe 2 — du Budget Local — Exercice 1952.

Par décision n° 306/D/F. du :

21 mars 1952. — Est mis à la disposition du Ministre de la France d'Outre-Mer une somme de Cinq Cent Mille Francs africains (500.000 C.F.A.) soit Un Million de Francs métropolitains (1.000.000 métro) représentant le montant de la Contribution du Togo au titre de Secours dans la Métropole.

Cette Contribution sera réglée par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer à Paris, sur la provision constituée dans la Métropole par le Territoire du Togo.

La dépense est imputable au budget local du Togo — Exercice 1952 — Chapitre 1^{er} — Article 7 — Dettes exigibles — Contributions diverses.

Par décision n° 309/D/F. du :

21 mars 1952. — Est mis à la disposition du Ministre de la France d'Outre-Mer une somme de Cent Quatre Vingt Seize Mille Cent Vingt Trois Francs C.F.A. (196.123 francs C.F.A.) soit Trois Cent Quatre

Vingt Douze Mille Deux Cent Quarante Six Francs métropolitains — (392.246 francs métro) représentant le montant de la Contribution du Togo aux dépenses de la Section de Presse et d'Information pour l'année 1952.

Cette contribution sera réglée par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer à Paris, sur la provision constituée dans la Métropole par le Territoire.

La dépense est imputable au Budget Local du Togo — Exercice 1952 — Chap. 1^{er} — Article 7 — Dettes exigibles — Contributions diverses.

Subventions

Par décision n° 274/D/F. du :

12 mars 1952. — Une subvention de deux millions sept cent soixante neuf mille quatre cent quatre vingt et un francs C.F.A. (2.769.481 francs C.F.A.), ou cinq millions cinq cent trente huit mille neuf cent soixante deux francs métropolitains (5.538.962 francs métro), est accordée à l'Institut de Recherches pour les huiles et oléagineux (IRHO) ayant son siège à Paris 11-12-13, Rue Pétrarque (16^e arrondissement).

Cette subvention lui sera payée par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer à Paris, sur les provisions constituées par le Territoire du Togo.

La dépense est imputable au Budget Local — Exercice 1951 — chapitre 23 — Article 6 — Paragraphe 2.

Par décision n° 304/D/F. du :

21 mars 1952. — Une Subvention de douze mille cinq cents francs africains (12.500 francs C.F.A.) soit vingt cinq mille francs métropolitains (25.000 francs métro) est accordée aux Editions de l'Union Française pour la continuation de la publication du Recueil Penant.

Cette Subvention sera payée par les soins du Service Administratif de la France d'Outre-Mer à Paris, sur la provision constituée par le Territoire du Togo.

La dépense correspondante est imputable au Budget Local du Togo — Exercice 1952 — Chap. 1^{er} Art. 7 — Dettes exigibles — Contributions diverses.

Par décision n° 305/D/F. du :

21 mars 1952. — Une subvention de Cinq Cent Quatre Vingt Mille Francs africains (580.000 frs. C.F.A.) soit Un Million Cent Soixante Mille Francs métropolitains (1.160.000 frs. métro) est accordée au Service des Affaires Sociales à Paris, au titre de participation du Territoire du Togo au fonctionnement dudit Service.

Cette subvention sera payée par le Service Administratif de la France d'outre-mer à Paris, sur la provision constituée par le Territoire du Togo.

La dépense correspondante est imputable au budget local du Togo — Exercice 1952 — Chapitre 1^{er} — Article 7 — Dettes exigibles — Contributions diverses.

Par décision n° 307/D/F. du :

21 mars 1952. — Une subvention de Quatre Vingt Dix Neuf Mille Francs africains (99.000 frs. CFA.) soit Cent Quatre Vingt Dix Huit Mille Francs métropolitains (198.000 frs. métro) — est accordée à l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux — 7 Rue Jean-Jaurès — Alfort (Seine), au titre de participation du Territoire au financement de l'activité dudit Institut.

Cette subvention sera payée par le Service Administratif de la France d'outre-mer à Paris, sur la provision constituée par le Territoire du Togo au compte courant postal de la recette — perception de Maison Alfort N° Paris 9.002 — 86.

La dépense correspondante est imputable au Budget local du Togo — Exercice 1952 — Chapitre 1^{er} — Article 7 — Dettes exigibles — Contributions diverses.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Magistrature outre-mer

La première session pour l'année 1952 de l'examen professionnel de la magistrature outre-mer est fixée aux 12 et 13 mai 1952. Les conditions et le programme sont les mêmes que précédemment.

Les candidatures seront reçues jusqu'au 1^{er} avril inclus.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations en mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 2185, déposée le 3 mars 1952, Monsieur Hussunukpé Kagnivi né à Zowla, (cercle d'Anécho) vers 1887 profession de Bijoutier, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 3 hectares 45 ares 32

centiares situé à Tokoin-Bè, Cercle de Lomé, et borné au Nord et à l'Est par Hotounou Tamademé, au Sud par Félix Tamakloe et à l'Ouest par Occansey Ludwig et Hotounou Tamademé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2186, déposée le 8 mars 1952, Monsieur Victor Dartey, né à Lomé, le 27 octobre 1905 profession d'Imprimeur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 ares 93 cas. situé à Bè, Cercle de Lomé, connu sous le nom de Bè et borné au nord et à l'ouest par des ruelles, à l'est et au sud par Dagbi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2187, déposée le 11 mars, 1952, Monsieur Bléoussi Codjo Ayao né à Kpélé Tsiko vers 1886 profession de Cultivateur, demeurant et domicilié à Kpélé-Tsiko, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain de forme irrégulière complanté de cacaoyers, caféiers, palmiers à l'huile, kolatiers et d'arbres fruitiers, d'une contenance totale de 2 hectares environ, situé à Kpélé-Tsiko-Agamé, Cercle de Klouto, connu sous le nom d'Agamé et borné au nord et au sud par Bléoussi Codjo Ayao, le requérant, à l'est par Joseph Do et à l'ouest par Andréas Akoutsé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2188 déposée le 14 mars 1952, le sieur Gabriel Eklou Natey né à Kouénou (Cercle d'Anécho) le 18 mars 1901 profession de maître Maçon, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier complanté de cocotiers en plein rapport d'une contenance totale de 11 ares,00 cas. situé à Tokoin, Cercle de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Tengué Agboka et Apedji Dada, à l'est par Togoni Adoko et Quéli, au sud par la lagune de Bè et à l'ouest par Sakpa Kpoda.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2189, déposée le 14 mars 1952, le sieur Mensah Dick né à Bè en 1906 profession de Cultivateur-Planteur, demeurant et domicilié à Pallimé, Majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, complanté de cocotiers et de palmiers à huile d'une contenance totale de 49 ares 17 cas. situé à Palimé-Zongo, Cercle de Klouto, connu sous le nom d'Agoue kondji et borné au nord par la rue d'Agou-Nyongbo et un fossé, à l'est par Victor et un passage conduisant vers le cimetière, au sud par Anani Elessessi et Ayayi et à l'ouest par Jonathan Sanvée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,
F. de Guise.*

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le jeudi 15 mai 1952, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gbodjomé (Agbodankopé), Cercle d'Anécho consistant en un terrain rural non bâti de forme irrégulière complanté de cocotiers d'une contenance de 1 hectare, 02 ares 88 cas., et borné au nord par Mathias Avoudjigbé et Mignanou Avoudjigbé, à l'est par Kpotovi Avoudjigbé, au sud par Daniel Avoudjigbé et Tétévi Agbodan, et à l'ouest par Mathias Avoudjigbé, dont l'immatriculation a été demandée par le maître Pierre Bartoli, Avocat-défenseur de Cotonou (Dahomey) Mandataire des Consorts Avoudjigbé, suivant réquisition du 10 novembre 1951, n° 2156.

Le vendredi 16 mai 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Gbodjomé (Agbodankopé), Cercle d'Anécho consistant en un terrain de forme irrégulière complanté de cocotiers d'une contenance de 3 hectares, 09 ares 04 cas., et borné au nord par un terrain marécageux, au Sud par Mathias Avoudjigbé, Mignanou Avoudjigbé, Kpotovi Avoudjigbé, à l'Est par Omassé Vizouhlon et à l'Ouest par Tétévi Agbodan, dont l'immatriculation a été demandée par le Maître Pierre Bartoli, Avocat-défenseur à Cotonou, Mandataire des Consorts Avoudjigbé, suivant réquisition du 10 novembre 1951, n° 2157.

Le mercredi 21 mai 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural non bâti en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 46 ares 40 centiares, et borné à l'Est par Fumey, à l'Ouest par Casimir, au Nord par Félicio de Souza, au Sud par Thimotée A. Anthony et Aku, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félicio de Souza, Propriétaire-planteur à Lomé représenté par M. Isidore de Souza, son mandataire, suivant réquisition du 28 décembre 1950, n° 2158.

Le lundi 26 mai 1952, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 ares 95 centiares, connu sous le nom de Dégbé et borné au Nord par une rue non dénommée, au Sud par Wodo Tsomana, à l'Est par John Agbémavor et à l'Ouest par Ambroise Séwoa, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kolagbé Jean, Instituteur de l'Enseignement Officiel à Tsévié, suivant réquisition du 15 décembre 1951, n° 2159.

Le mardi 20 mai 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 ares 36 centiares, connu sous le nom de quartier n° 6 et borné au Nord par Titre foncier n° 609 de Lomé à Akakpo Edorh, au Sud par T. 676 à Gottfried Anani Edorh, à l'Est par T. 508 à Robert Baëta et à l'Ouest par la rue Vauban, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Elisabeth Météodo Gbogbo, revendeuse à Anécho, agissant comme co-héritière et mandataire des Consorts Gbogbo, suivant réquisition du 15 décembre 1951, n° 2160.

Le mardi 27 mai 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé Cercle de Klouto consistant en un terrain urbain non bâti en forme de quadrilatère régulier d'une contenance de 2 ares 36 centiares, connu sous le nom de Sam Kondji et borné au Nord par Richard Dagadou, à l'Est par Alphonse Kolagbi, au Sud par Albert Doh et à l'Ouest par héritiers Toudji, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sénayah Thomas, Employé de Commerce à Palimé, suivant réquisition du 14 décembre 1951, n° 2161.

Le mercredi 28 mai 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tové cercle de Klouto consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier complanté de caféiers et d'arbres fruitiers, d'une contenance de 1 hectare 14 ares 9 cas., et borné au nord par Jonas Dakua, au sud par Gbémou Flové Kondo, à l'est par la

station agricole de Tové et à l'ouest par Emmanuel Dossé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Houenou Justin, Propriétaire-plantier à Palimé, suivant réquisition du 19 décembre 1951, n° 2162.

Le mercredi 28 mai 1952, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kouma-Tsamé Cercle de Klouto consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de jeunes cacaoyers d'une contenance de 1 hectare 19 ares 45 cas., connu sous le nom de Latoé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par Bokovi Asuka Ede et au sud par la route de Palimé à Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thomas Etsé Sénayah, Gérant de la S.C.O.A. à Palimé, suivant réquisition du 26 novembre 1951, n° 2163.

Le mardi 27 mai 1952, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tové-Fiové, Cercle de Klouto consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme irrégulière complanté de caféiers d'une contenance de 39 ares 83 cas., et borné au nord par la route de Palimé à Agou-Nyongbo, à l'est par Gbadamassi, au sud par Gadagbui et à l'ouest par Gomagoh Mainah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thomas Etsé Sénayah, Gérant de la S.C.O.A. à Palimé, suivant réquisition du 26 novembre 1951, n° 2164.

Le mardi 27 mai 1952, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé-Atakpamé-kondji, Cercle de Klouto consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 ares 16 cas., et borné au nord par Emmanuel Kwaozo, à l'est par Pedro Tsontsri Awoumey, au sud par Kodjoga et à l'ouest par l'emprise de la route de Palimé et Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thomas Etsé Sénayah, Gérant de la S.C.O.A. à Palimé, suivant réquisition du 26 novembre 1951, n° 2165.

Le lundi 19 mars 1952, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7 ares 11 cas., connu sous le nom de Nyekonakpoé, et borné au nord par Goumekpé Lithur, à l'est par Sossou Dossou, au sud par une rue en projet et à l'ouest par Kadega Agblewonou, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Célestine Fafa Blewoussi, revendeuse à Lomé, quartier Nyekonakpoé, suivant réquisition du 28 décembre 1951, n° 2166.

Le mardi 20 mai 1952, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Amoutivé, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 0 are 74 cas., connu sous le nom de quartier Amoutivé, et borné au nord par une rue en projet non dénommée, à l'est par la rue de Paris, au sud et à l'ouest par Adjallé, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Hounyemeto Ayigan, Revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 28 décembre 1951, n° 2167.

Le mardi 20 mai 1952, à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier Amoutivé, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 ares 40 cas., environ, connu sous le nom de quartier Amoutivé, et borné au nord par une rue en projet non dénommée, à l'est par héritiers Koumodji Ayigan, au sud par Koudo et Ayigan et à l'ouest par la rue de Paris, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Hounyemeto Ayigan, Revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 28 décembre 1951, n° 2168.

*Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,
F. de Guise*

ETUDE DE M^e R. VIALE — AVOCAT-DÉFENSEUR A LOMÉ

UNITED AFRICA COMPANY — TOGO

Société Anonyme au Capital de 200.000 Frs.

Siège social — LOMÉ (Togo)

Convocation d'Assemblée Générale

M.M. Les Actionnaires de la Société « United Africa Company — Togo », Société Anonyme au capital de Deux Cent Mille Francs, dont le siège social est à Lomé (Togo), sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, au siège social à Lomé, le samedi trente et un Mai mil neuf cent cinquante-deux à huit heures.

L'Ordre du jour est le suivant :

1^o — Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.

2^o — Approbation des comptes de l'exercice 1950-1951 et quitus aux administrateurs.

3^o — Renouvellement du Conseil d'Administration.

4^o — Nomination des Commissaires aux comptes pour l'exercice 1951-1952.

Le Conseil d'Administration,

ETUDE DE M^e GAETAN LEGOUY, NOTAIRE A DAKAR
(SÉNÉGAL), 35 RUE THIERS

« SOCIÉTÉ OUEST AFRICAINE D'ENTREPRISES MARITIMES »

Société à responsabilité limitée

Siège social : Dakar, 27 Boulevard Pinet-Laprade

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Aux termes d'une décision collective prise à Paris, le 25 mars 1952, par les membres associés de la société à responsabilité limitée dénommée « Société Ouest Africaine d'Entreprises Maritimes » au capital actuel de 30.000.000 de francs CFA., ayant son siège social à Dakar, Boulevard Pinet Laprade, numéro 27, lesdits associés ont notamment décidé :

— de transférer le siège social de la société actuellement fixé à Dakar, Boulevard Pinet-Laprade, à

Douala (Cameroun), rue du Roi Albert, à compter du 1^{er} avril 1952;

— et de supprimer au premier paragraphe de l'article 13^e des statuts, les mots « dans le courant du premier trimestre » et de les remplacer par les mots « et avant le trente juin ».

Comme conséquence de ces transfert de siège et modification statutaire, les articles 4 et 13 des statuts, ont été modifiés.

« Le procès-verbal de la délibération sus-énoncée, « a été déposé au rang des minutes de l'Etude de « Maître Legouy, Notaire à Dakar, suivant acte par « lui dressé le 10 avril 1952, enregistré.

« Deux expéditions de l'acte de dépôt sus-énoncé « et de son annexe, ont été déposées à chacun des « Greffes des Tribunaux Civils de Dakar et Douala, « ayant juridiction commerciale, à la date du 24 « avril 1952 ».

Pour Extrait et Mention.

LEGOUY, Notaire.